

SOCLE COMMUN
DE COMPÉTENCES

Convention 2022-52

BRON

Entre

La commune de BRON représentée par Monsieur Jérémie BRÉAUD agissant en vertu de la délibération n° du conseil municipal en date du

Et

Le CCAS de BRON représenté par Monsieur Jérémie BRÉAUD agissant en vertu de la délibération n° du conseil d'administration en date du

Et

Le Centre de gestion de la fonction publique territoriale du Rhône et de la Métropole de Lyon, représenté par son Président, Philippe LOCATELLI agissant en vertu de la délibération n° du conseil d'administration en date du 12 décembre 2022.

Il est préalablement exposé :

Conformément à l'article L.452-39 du Code Général de la Fonction Publique, une collectivité ou un établissement mentionné à l'article L. 452-1, non affilié au centre de gestion dans le ressort duquel il se trouve, peut, par délibération de son organe délibérant, demander à bénéficier de l'ensemble des missions suivantes :

1. Le secrétariat des conseils médicaux ;
2. Une assistance juridique statutaire y compris pour la fonction de référent déontologue prévue à l'article L.124-2 ;
3. Une assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine ;
4. Une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite ;
5. La désignation d'un référent laïcité chargé des missions prévues à l'article L. 124-3.

La collectivité ou l'établissement concerné ne peut exclure une ou plusieurs de ces missions qui constituent un appui technique indivisible à la gestion des ressources humaines.

La présente convention fixe les conditions dans lesquelles ces missions seront assurées par le cdg69 au bénéfice de la commune de BRON et de son CCAS.

Il est en conséquence convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La commune de BRON et son CCAS sollicitent du cdg69 le bénéfice des missions visées à l'article L.452-39 du Code Général de la Fonction Publique, telles que ci-dessous définies :

1. Le secrétariat du conseil médical :

Le cdg69 assure l'ensemble des tâches afférentes au secrétariat des deux formations (restreinte et plénière) du conseil médical, pour les dossiers des agents relevant de la commune de BRON et de

son CCAS et notamment l'instruction des dossiers, la préparation des séances, l'organisation des réunions, la rédaction des procès-verbaux et la transmission des avis.
Ces secrétariats sont assurés par l'unité Instance médicale du service Carrières et organisation du cdg69.

2. Une assistance juridique statutaire y compris pour la fonction de référent déontologue prévue à l'article L.124-2 :

L'assistance proposée par le cdg69 concerne le statut des agents de la fonction publique territoriale (fonctionnaires, contractuels de droit public et de droit privé ouverts aux collectivités) et le fonctionnement des instances (CAP, CCP, CST, conseil de discipline).

Cette assistance est assurée par l'unité Expertise statutaire du service juridique et par l'unité Carrières et instances paritaires du service Carrières et organisation qui réalisent les missions suivantes :

- la mise à disposition sur l'Extranet du cdg69 de publications juridiques et d'outils :
 - Actualités : dès la parution d'un texte, brève analyse juridique de ses dispositions ;
 - Notes juridiques d'information : analyse juridique détaillée d'un texte récemment publié ;
 - Foires aux questions : FAQ réalisées dès lors qu'un sujet nécessite ce type d'outils et alimentées par les questions récurrentes posées par les collectivités ;
 - Tableaux d'analyse : dès la parution d'un texte important ou qui impacte plusieurs pans du statut, des tableaux permettant article par article de comprendre rapidement l'apport du texte
 - Brochures spécialisées (avancement de grade, d'échelons, échelles indiciaires...).
- des réunions d'informations :
- Invitations aux réunions organisées par les services Juridique et Carrières et organisation traitant de l'actualité statutaire ou de l'actualité des services
 - Invitation aux journées d'actualité RH organisées par le cdg69 traitant des actualités ressources humaines et développant une thématique particulière en cette matière.
- une assistance juridique statutaire sur toute question statutaire à hauteur de 15 heures par an.

La commune de BRON et son CCAS désignent, pour la durée de la présente convention, son propre référent déontologue, qui est chargé d'apporter à ses agents tout conseil utile au respect des obligations et des principes déontologiques mentionnés dans le statut général des fonctionnaires (article L.124-2 du code général de la fonction publique) et de rendre des avis sur saisine de l'autorité hiérarchique (articles L.123-8, L.124-4 et L.124-7 dudit).

Le référent déontologue du cdg69 ne répondra à aucune sollicitation d'agents, de chefs de service de la commune de BRON et de son CCAS, ni à aucune sollicitation de son autorité territoriale.

Mais, le référent de la commune de BRON et de son CCAS pourra solliciter le référent du cdg69 pour une assistance sur les dossiers les plus complexes, pour lesquels un partage d'expertise lui serait utile. Il interrogera directement le référent du cdg69 qui lui apportera aide et conseils utiles dans la gestion des dossiers soumis à son avis. Le référent du cdg69 ne sera pas en lien avec les agents concernés par les demandes et sa saisine devra préserver l'anonymat de ces derniers.

La commune de BRON et son CCAS devront informer le cdg69 du nom du référent déontologue désigné, ainsi que de ses coordonnées.

3. Une assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine :

L'assistance proposée par le cdg69, assurée par le service Emploi, consiste en la mise à disposition de la commune de BRON et de son CCAS d'un processus dématérialisé de déclaration des vacances et créations d'emplois, des nominations et d'un accès à la CVthèque alimentée et qualifiée par le cdg69.

Le cdg69 pilote des actions de promotion de l'emploi public territorial auxquelles la commune de BRON et son CCAS participent et interviennent (réunion lauréats, ateliers de recherche d'emploi, journée thématique, job dating, etc...).

Le cdg69 réalise, à la demande de la commune de BRON et de son CCAS et pour les agents qu'ils désignent, des actions individuelles ou collectives d'accompagnement des parcours professionnels, pouvant comprendre les prestations suivantes :

- entretien diagnostic (4h00),
- bilan de compétences (34h00),
- accompagnement à la mobilité (12h00),
- analyse de la situation professionnelle (12h00),
- bilan mi- carrière (20h00),
- accompagnement à la prise de fonctions ou à la reprise d'activité (12h00),
- bilan managérial (20h00),
- accompagnement sur mesure (volume d'heure à définir au cas par cas en fonction du besoin).

Pour ce faire la commune de BRON et son CCAS, bénéficient d'un volume d'heures d'intervention annuel fixé à 128 heures.

4. Une assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite :

Cette assistance est assurée par le service Retraite du cdg69.

Le cdg69 met à disposition de la commune de BRON et de son CCAS des informations sur la réglementation et l'actualité retraite sur des rubriques spécifiques de son Extranet.

La commune de BRON et son CCAS sont invités aux réunions d'information organisées par le service Retraite, traitant du Compte Individuel Retraite et de l'actualité Retraite.

La commune de BRON et son CCAS bénéficient d'une assistance pour les questions retraite complexes à hauteur de 10 heures par an (réponses orales ou écrites, rencontres sur dossiers spécifiques, réunions thématiques au bénéfice des gestionnaires de la collectivité, accompagnement personnalisé retraite d'un agent).

5. La désignation d'un référent laïcité chargé des missions prévues à l'article L. 124-3.

La commune de BRON et son CCAS désignent pour la durée de la présente convention, son propre référent laïcité (décret n°2021-1802 du 23 décembre 2021).

Le référent laïcité du cdg69 ne répondra à aucune sollicitation d'agents, de chefs de service de la commune de BRON et son CCAS, ni à aucune sollicitation de son autorité territoriale.

Le référent de la commune de BRON et de son CCAS pourra solliciter le référent du cdg69 pour une assistance sur les dossiers les plus complexes, pour lesquels un partage d'expertise lui serait utile. Il interrogera directement le référent du cdg69 qui lui apportera aide et conseils utiles dans la gestion des dossiers soumis à son avis. Le référent du cdg69 ne sera pas en lien avec les agents concernés par les demandes et sa saisine devra préserver l'anonymat de ces derniers.

La commune de BRON et son CCAS devront informer le cdg69 du nom du référent laïcité désigné, ainsi que de ses coordonnées.

Article 2 : Désignation des interlocuteurs des parties

Le cdg69 communiquera à la commune de BRON et à son CCAS les noms et fonctions de ses différents interlocuteurs, ainsi que leurs coordonnées, pour chaque mission objet de la présente convention.

Les agents du cdg69 demeurent, pendant l'accomplissement de ces missions, sous la responsabilité pleine et entière du cdg69 qui est seul compétent pour l'organisation de leur travail.

La commune de BRON et son CCAS communiqueront au cdg69 les noms et fonctions des personnes habilitées à solliciter les services du cdg69 pour l'accomplissement des missions objet de la présente convention.

Article 3 : Modalités d'accomplissement des missions

Le cdg69 assure l'accès à la commune de BRON et à son CCAS aux rubriques de son extranet correspondant aux différentes missions de la présente convention (accès par mot de passe).

Les documents produits par le cdg69 dans ces rubriques sont des documents qualifiés d'œuvres collectives (articles L.113-2 et L.113-5 du Code de la propriété intellectuelle) sur lesquels le cdg69 dispose de droits d'auteur.

Le cdg69 cède ses droits d'auteurs (droits moraux et droits patrimoniaux) sur ces documents à la commune de BRON et à son CCAS dans les conditions suivantes :

- la cession se fait à titre gratuit ;
- la cession des droits est consentie pour toute la durée de la protection légale accordée actuelle et future au titulaire du droit d'auteur ;
- la réutilisation des documents précités à l'identique est autorisée, avec le logo du cdg69. La commune de BRON et son CCAS peuvent également extraire des parties pour les intégrer à ses propres documents ;
- ces documents sont publiés et diffusés sous la seule responsabilité de la commune de BRON et de son CCAS;
- la diffusion des documents par la commune de BRON et par son CCAS ne peut se faire qu'auprès de ses services et de ses agents. Les documents obtenus par le biais du cdg69 ne peuvent en aucun cas être diffusés à des personnes physiques (autres que les agents de la commune de BRON et de son CCAS), à des associations, à des entreprises privées ou à des prestataires de service de la commune de BRON et de son CCAS.

Article 4 : Contribution

La commune de BRON et son CCAS contribuent au financement des missions objet de la présente convention dont ils ont demandé à bénéficier, à hauteur de 0,0825% de la masse des

rémunérations qu'ils versent aux agents qui en relèvent, telles qu'elles apparaissent aux états liquidatifs mensuels ou trimestriels dressés pour le règlement des charges sociales dues aux organismes de sécurité sociale, au titre de l'assurance maladie.

Cette contribution est liquidée et versée selon les mêmes modalités et périodicité que les versements de la commune de BRON et de son CCAS aux organismes de sécurité sociale.

À cette fin, la commune de BRON et son CCAS transmettent au cdg69, chaque fois que nécessaire, un bordereau selon un modèle-type fourni par ce dernier.

Article 5 : Représentation au conseil d'administration du cdg69

Conformément à l'article L. 452-22 du Code Général de la Fonction Publique, des collèges spécifiques représentent les collectivités et établissements non affiliés au conseil d'administration du cdg69 pour l'exercice des missions objet de la présente convention, selon les modalités fixées audit article.

Article 6 : Durée de la convention – modalités de résiliation

La présente convention est conclue pour 5 ans, au titre des années 2023 à 2027.

Le cdg69 souhaitant, sur ces cinq années, faire bénéficier la commune de BRON et son CCAS de l'ensemble des missions énumérées aux conditions initiales notamment de contribution (hors évolutions législatives, réglementaires ou événements imprévisibles), la présente convention peut être dénoncée par la commune de BRON et son CCAS si le taux de la contribution visée à l'article 4, arrêté chaque année par le conseil d'administration du cdg69, venait à être modifié. La date de la résiliation est alors fixée au 31 décembre de l'année.

À Bron
Le
Le Maire,

À Sainte Foy-lès-Lyon
Le
Le Président,

Jérémie BRÉAUD



Philippe LOCATELLI

À Bron
Le
Le Président,

Jérémie BRÉAUD